

Brochure n° 3616 | Convention collective nationale

IDCC : 7002 | **COOPÉRATIVES AGRICOLES DE CÉRÉALES,
DE MEUNERIE, D'APPROVISIONNEMENT, D'ALIMENTATION DU BÉTAIL
ET D'OLÉAGINEUX**

Avenant n° 131 du 4 février 2021

NOR : AGRS2197027M

IDCC : 7002

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Coopération agricole – LCA métiers du grain ;

Coopération agricole – LCA nutrition animale,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des
tabacs et des activités annexes FGTA FO ;**

Union nationale des syndicats autonomes agriculture agroalimentaire UNSA 2 A,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant ne prévoit pas de disposition spécifique aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er} | Revalorisation de la grille issue de l'avenant n° 130 du 1^{er} octobre 2020

Les rémunérations annuelles garanties telles que définies dans l'avenant n° 130 du 1^{er} octobre 2020 sont revalorisées par rapport aux montants en vigueur en 2020, à hauteur de 1 % sur l'ensemble de la grille.

La grille de rémunération annuelle garantie au titre de 2021 est la suivante :

(En euros.)

Catégorie socioprofessionnelle (CSP)	Classe	Échelon	RAG 2020 (sur 13 mois)
OE	1	1	20 282
		2	20 419
		3	20 555
	2	1	21 337
		2	22 067
		3	22 775
	3	1	24 156
		2	24 846
		3	25 536
TAM	4	1	26 947
		2	27 659
		3	28 383
	5	1	29 804
		2	30 532
		3	31 256
	6	1	32 604
		2	33 326
		3	34 050
Cadres	7	1	34 783
		2	36 936
	8	1	38 383
		2	39 823
	9	1	41 993
		2	44 158
	10	1	46 321
		2	48 485

Article 2 | Dispositions transitoires pour les coopératives appliquant la grille telle qu'issue de l'avenant n° 128

Pour les coopératives « V branches », n'ayant pas encore mis en œuvre la nouvelle grille de classification issue de l'avenant n° 129, l'ensemble de la grille est revalorisé de 1 % par rapport aux montants de la RAG de 2020.

Article 3 | Égalité salariale entre les hommes et les femmes

Les parties signataires rappellent l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement celui d'égalité des rémunérations.

Article 4 | Demande d'extension

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 4 février 2021.

(Suivent les signatures.)